

lande ne nous a apparemment rien appris". Aussi les gens disent-ils fréquemment : "On nous demande d'aller nous battre en Europe pour la défense des petites nationalités. Inutile d'aller si loin. Commençons par nous défendre ici; nos tranchées ne sont pas en Frandre, mais dans l'Ontario". — Puis une étude un peu précise montre que l'enrôlement dans les diverses parties de la population s'est fait en raison inverse de l'ancienneté de fixation au pays. Séparés de la France depuis un siècle et demi, les Canadiens-français éprouvent à son égard des sentiments affectueux ; liés politiquement à la Grande-Bretagne, c'est la raison bien plus que le cœur qui dicte leur loyalisme; leur patriotisme est purement canadien. Au contraire, les Canadiens anglais sont attachés à l'Angleterre par mille liens, liens des affaires, liens de famille, liens de la race ; toutefois, chez ceux dont les parents vivaient encore dans la métropole, le sens de la solidarité britannique est beaucoup plus vif que chez les descendants des premiers colons, et cette affirmation du caractère canadien est d'autant plus forte que l'on s'éloigne davantage du tronc primitif. Enfin, eu égard à la situation sociale, le campagnard, à la fois possesseur et serviteur de la terre, a moins fourni de soldats que le citadin, ouvrier ou commis, sur qui s'exerce l'action directe du patron. Ainsi envisagée, la répartition des volontaires entre les divers éléments du peuple se présente comme tout à fait normale ; peut-être même, à la réflexion, doit-on au sujet des Canadiens français, s'étonner qu'ils en aient donné autant.

Le corps expéditionnaire s'est fait remarquer par sa bravoure et son endurance. Qu'il suffise de rappeler ici la brillante conduite et la victoire des Canadiens à Courcellette, Langemark, Vimy, Saint-Laurent (1).

* * *

Mais, si l'enthousiasme pour la participation tant militaire qu'industrielle à la guerre avait été général, il n'avait pas été unanime. Une tendance à la réduire le plus possible s'était manifestée dans certains milieux, et notamment dans les milieux nationalistes. Bien qu'on puisse la faire remonter à la guerre des Boers, à laquelle le promoteur du nationalisme, M. Henri Bourassa, alors député, voulait que le Canada restât étranger, cette conception politique n'a pris corps qu'en 1909 lorsqu'il fonda le journal quotidien *Le Devoir*. Elle consiste à examiner toute question du point de vue des intérêts canadiens et s'oppose, selon lui à l'impérialisme qui les subordonne à ceux de l'Empire ou plus spécialement de la Grande-Bretagne, et à la politique de parti qui les sacrifie à ceux du parti.

1.—Signalons la mort héroïque, en juillet 1917, d'un descendant d'une des plus vieilles familles canadiennes-françaises, le comte Honfroy de Beaujeu, capitaine au corps expéditionnaire. Son ancêtre, Daniel de Beaujeu, avait battu en 1755 le général Braddock sur les bords de la Monongahéla (que les coureurs des bois appelaient la Malengueulée); les deux adversaires furent tués tous deux à cette bataille.

Il n'a pas voulu créer un nouveau parti, mais populariser certaines idées essentielles et certaines habitudes d'esprit avec lesquelles tout parti serait obligé de compter à l'avenir. Homme d'une intégrité parfaite et d'une forte culture, lisant et voyageant beaucoup, M. Bourassa possède un remarquable talent d'orateur et de journaliste; son action est grande parmi les Canadiens-français et paraît s'exercer dans une certaine mesure sur les Canadiens d'autre origine.

Au début de la conflagration, il émit l'opinion que le Canada, pour de hautes raisons nationales, devait en proportion de ses moyens, et par une décision propre, venir en aide à l'Entente. Partir en guerre par le seul motif que l'Angleterre est en guerre, c'est, disait-il, renoncer de propos délibéré à un droit que nous tenons de l'acte même qui a créé la Confédération ; c'est nous engager par avance dans des guerres futures où le Canada peut n'avoir aucun intérêt en jeu ou qui seront susceptibles de ruiner sa paix intérieure, car les alliances changent avec les époques, et les conflits ultérieurs peuvent mettre aux prises les alliés d'aujourd'hui. Enfin, nos ressources sont médiocres encore et il nous faut les ménager. Ne tombons point "le gouffre du militarisme". On ne prêta pas grande attention à ces réflexions et l'on passa outre. "Jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier sou ?", parole lancée par M. Meighen, solliciteur général, tel fut le mot d'ordre du pays. Par contre, l'objet de M. Bourassa fut dès lors de refréner l'ardeur pour la guerre et d'en dégoûter le peuple, qui, disait-il, n'y était pas intéressé et n'avait rien à y faire ; dans cette voie, il rencontra naturellement les désirs allemands, il s'appropriait les arguments allemands, les adaptait à son propre caractère, à sa situation, à sa politique. Etudier brièvement cette campagne, dont le but immédiat est de déconsidérer la cause des alliés, offre un intérêt de premier ordre. Au début de la guerre, le directeur du *Devoir* a insisté sur la nécessité d'organiser de suite la vie économique du pays ; les difficultés croissantes de l'existence ont montré la justesse de ce conseil ; il a, à la même époque et au scandale de beaucoup de gens, annoncé que le concours apporté à l'Angleterre par ses colonies autonomes amènerait une grande révolution dans les relations internes, dans la constitution même de l'Empire, et personne dans l'Empire ne conteste plus ce fait; voici une quinzaine d'années qu'il prédit que la participation du Canada aux guerres impériales conduirait à la conscription ; l'on haussait les épaules, et la conscription est loi au Canada depuis août 1917.

Tout cela, selon la remarque d'un sénateur qui combat sa politique, donne à M. Bourassa figure de prophète et rend puissante son action dans les événements actuels ou proches. Nous devons donc prêter à ses paroles et à ses écrits une grande attention. De plus, nous avons ainsi sous les yeux un exemple frappant de la façon dont la propagande allemande, si souple, pénètre un milieu, y est utilisée plus ou moins